

Confronté au boycott, Orange pourrait abandonner son partenaire israélien vers la mi-2017

Par Ali Abunimah, 1er juillet 2015

Des militants de la cause palestinienne saluent l'annonce du possible abandon par la multinationale française Orange de sa filiale israélienne dans les 18 mois à venir.

Mais des militants en France et en Egypte disent qu'ils maintiendront leur appel au boycott contre la société de télécommunications jusqu'à ce qu'elle mette effectivement un terme à sa complicité dans les violations des droits des Palestiniens par Israël.

Vers la sortie?

Mardi, Orange a annoncé qu'un nouvel accord avait été signé avec la société israélienne Partner Communications, « qui définit un nouveau cadre à leur relation. » Selon le nouvel accord, Orange pourrait se sortir d'Israël vers la mi-2017, au lieu de 2025 selon l'accord précédant. Orange verserait aussi à Partner jusqu'à 90 millions d'euros (99 millions de dollars) de compensations. En juin, Stéphane Richard, le PDG d'Orange, a annoncé lors d'une conférence de presse au Caire que sa société mettrait un terme à son accord avec Partner « demain » si c'était possible. Sa déclaration a été perçue comme une réaction directe à une campagne de boycott contre la filiale égyptienne d'Orange Mobinil qui a 33 millions de clients. Orange, qui a 250 millions de clients dans le monde, opère par le biais de divers contrats de propriété : sous l'appellation EE au Royaume-Uni, Mobistar en Belgique, Médi Télécom au Maroc et Korek Telecom en Irak. Elle opère sous son appellation propre dans des dizaines d'autres pays dont la Tunisie et la

Jordanie. La société, qui envisage de se développer au Moyen-Orient, n'est donc pas à l'abri de l'indignation populaire face à sa complicité dans les crimes d'Israël. Mais après une vive réaction israélienne suite à ses déclarations du Caire, Richard est parti en Israël se faire passer un savon, de manière humiliante, par le Premier Ministre Benyamin Netanyahu. Richard a juré que sa société ne soutiendrait jamais un « boycott », mais il n'est jamais revenu sur sa décision de faire sortir Orange d'Israël pour des raisons purement « commerciales ». Le gouvernement français, alors qu'il s'oppose aussi en théorie aux « boycotts », a soutenu tacitement le retrait d'Orange.

Le boycott continuera

« Cela est incontestablement le résultat des mobilisations en France et en Egypte contre l'accord honteux d'Orange avec une compagnie israélienne qui opère dans les colonies en Cisjordanie et dans les hauteurs du Golan, et a sponsorisé deux unités de combat israéliennes à Gaza lors de l'agression militaire au cours de l'été dernier », a dit BDS France en réponse à l'annonce d'Orange mardi. « La Campagne BDS France, qui a mené avec d'autres partenaires cette bataille depuis des années, se réjouit de cette incontestable victoire de l'éthique et du droit international contre un Etat qui ne respecte ni l'un ni l'autre », a ajouté l'association.

Mais elle a aussi constaté que la fin de l'accord avec Partner n'est qu'une option pour Orange, pas une certitude. L'association a déclaré qu' « Orange refusait de condamner publiquement les agissements illégaux d'Israël et que la rupture entre Orange et Partner ne sera effective que si la pression contre Orange continue ».

BDS France a promis que les mobilisations se poursuivront en France et dans d'autres pays, notamment en Egypte et au Maroc, « jusqu'à ce qu'Orange rompe définitivement tout accord avec Partner Communications et avec toutes les sociétés

israéliennes qui violent le droit international ou sont complices du non-respect des droits du peuple palestinien ». BDS Egypte, qui a lancé le boycott de Mobinil en mai, a réagi de la même manière. Dans un e-mail, l'association s'est dite satisfaite que l'annonce d'Orange « reflète la pression exercée sur Orange (Mobinil) par des gens de conscience dans le monde entier ». Mais elle a aussi confirmé que « sa campagne continuera contre la société tant que les violations continueront, et qu'elle ne s'arrêtera pas jusqu'à ce que la société mette un terme à toutes ses activités dans les territoires palestiniens occupés et respecte les droits des Palestiniens ».

Complicité dans les crimes israéliens

Orange opère en Israël dans le cadre d'une franchise avec Partner Communications Ltd. qui est une société indépendante. Partner paie des royalties à Orange et une part des bénéfices qu'elle réalise, pour l'utilisation du nom de la marque. Par cet accord, Orange participe aux violations systématiques des droits des Palestiniens, selon une enquête publiée en mai par une coalition d'organisations de défense des droits humains et de syndicats français et palestiniens. Le rapport signale qu'Orange tire profit des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée puisque Partner gère des centaines de tours de télécommunications et autres équipements, dont la plupart sont sur des propriétés privées volées aux Palestiniens.

Ce qui a particulièrement causé de la colère, c'est qu'Orange Israël sponsorise directement des unités de l'armée israélienne, dont la brigade blindée Ezuz qui a directement participé à l'un des épisodes les plus sanglants de l'assaut de l'été dernier sur Gaza qui a tué plus de 2 200 palestiniens.

Fait notable, le gouvernement français détient un quart des parts d'Orange : il est ainsi un bénéficiaire direct des activités économiques dans des colonies qu'il considère

